

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juin 2016

RELATIF À LA TRANSPARENCE, À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA
MODERNISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 3785)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1280

présenté par

M. Sansu, M. Bocquet, M. Charroux, M. Asensi, M. Azerot, Mme Bello, Mme Buffet,
M. Carvalho, M. Candelier, M. Chassaigne, M. Dolez, Mme Fraysse, M. Marie-Jeanne, M. Nilor et
M. Serville

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 8, insérer l'article suivant:**

Avant le 1^{er} janvier 2017, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les fraudes intracommunautaires à la taxe sur la valeur ajoutée et sur les mesures mises en place et à envisager pour y mettre un terme.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La fraude à la TVA atteint dans l'Union européenne 193 Mds d'€. En France, selon les études européennes, elle s'élève à 32 Mds d'€, ce qui place notre pays entre l'Italie (36 Mds d'€) et l'Allemagne (27 Mds d'€).

Une part importante de cette fraude est due au mécanisme de la TVA intracommunautaire. En effet, avec les dispositions relatives à la liberté de circulation s'est mis en place le mécanisme dit de la fraude au « Carrousel », qui consiste à dissimuler des opérations, notamment grâce à des sociétés-écrans. Ces sociétés disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues, rendant impossible la tâche confiée aux services du fisc.

Force est de constater que les instances européennes n'ont jamais réellement pris ce problème à bras le corps. Il est vrai que certains États ne souhaitent pas échanger des informations avec d'autres, ce qui laisse le champ libre aux fraudes au « Carrousel ». Un constat dressé par la Cour des comptes européenne. Pourtant, et comme le constate M. Neven Mates, auteur d'un rapport pour cette Cour des comptes, « la fraude à la TVA en Europe représente un problème d'autant plus crucial qu'une part importante finance le crime organisé ».

Par cet amendement, nous souhaitons qu'un rapport soit rendu, d'une part pour informer la représentation nationale, mais aussi les citoyens qui sont en droit de savoir ce qu'il en coûte pour notre société, et pour avoir, d'autre part, une base solide pour faire des propositions au niveau européen et identifier les leviers potentiels d'action à l'échelon national.